

Jean-Michel Blanquer, un ministre affaibli par la crise sanitaire

5 JUIN 2020 PAR [ELLEN SALVI](#) ET [FAÏZA ZEROUALA](#)

En première ligne pour gérer la crise sanitaire et la fermeture des établissements, le ministre de l'éducation nationale a multiplié les sorties hasardeuses et a été contredit par l'exécutif à de multiples reprises, ce qui a pu donner l'impression d'un manque de maîtrise de la situation. Récit de ces semaines mouvementées.

Jean-Michel Blanquer n'a pas l'habitude de se trouver en mauvaise posture et d'être le mauvais élève du gouvernement. Pourtant, en deux mois de confinement et de fermeture des établissements scolaires, l'omniprésent ministre de l'éducation nationale a été mis en difficulté par le tandem exécutif, et aussi par la réalité. Ses déclarations ont été souvent contredites par les faits.

Dernier épisode en date, le ministre s'est arc-bouté plusieurs semaines sur le maintien d'un oral de français en première. Il entendait ainsi conserver un examen terminal et plaidait plutôt *« pour Phèdre que Netflix »*. Le ministre a même affirmé que *« les élèves me remercieront dans 10 ans, en se souvenant de leur lecture de Phèdre pendant le confinement »* dans le *Journal du dimanche*, le 10 mai. Son désir de postérité n'a pas été entendu, Édouard Philippe a tranché en faveur d'une évaluation en contrôle continu.

Le ministre ne se démonte pourtant pas et s'efforce de faire bonne figure. Visiblement inspiré par les métaphores maritimes, il a qualifié, dans un entretien à *Paris Match*, la période comme ceci : *« Ici, on a vécu comme un passage du cap Horn avec un navire bien malmené, entouré de bateaux pirates qui n'avaient qu'une idée : nous faire couler plutôt que de s'intéresser à l'intérêt général. Mais on l'a passé. »* Avant de revendiquer *« une certaine fierté d'avoir tenu le cap »*.

Aujourd'hui, les élèves reprennent petit à petit le chemin de l'école mais de manière très parcellaire – pour désormais, selon le ministère, 1,8 million d'écoliers et 600 000 collégiens. Une partie des lycéens de la voie professionnelle a pu aussi retourner au lycée. Et le ministre travaille à un allègement du protocole sanitaire et mise sur le développement d'activités *« sport, santé, civisme et culture (2S2C) »* par les collectivités locales, pour permettre l'accueil des enfants en dehors du cadre scolaire.

Dans les faits, Jean-Michel Blanquer a surtout multiplié les sorties hasardeuses. La plus célèbre et dévastatrice pour son crédit étant lorsqu'il a annoncé qu'*« il n'y aura pas de fermeture généralisée des écoles en France comme on a pu le voir dans d'autres pays d'Europe »*, prononcée le 12 mars dans l'après-midi. Emmanuel Macron a annoncé le contraire, une poignée d'heures plus tard. L'éducation nationale a dû s'adapter à toute vitesse et se mettre en branle pour assurer la désormais fameuse *« continuité pédagogique »*.

Dès la fin février, alors que l'épidémie débute, le ministre affirme à plusieurs reprises que tout est prêt pour l'enseignement à distance, notamment le Centre national d'enseignement à distance (le CNED). Les premiers jours ont été épiques.

Il a aussi expliqué souhaiter « *que tous les enfants aient pu retrouver physiquement leur école au moins une fois d'ici à la fin du mois* », toujours le 10 mai, dans le JDD. Là encore, dans les faits, c'est plus compliqué que prévu notamment en raison du protocole sanitaire drastique, et la reprise reste partielle puisque les élèves ne peuvent pas être plus de quinze en classe.

Pendant deux mois, les différentes sorties du ministre de l'éducation nationale ont donné lieu à des recadrages en bonne et due forme. Face aux membres de son gouvernement, Édouard Philippe a répété à plusieurs reprises qu'il préférerait voir les uns et les autres cesser de bavarder dans les médias. Autour de la table, beaucoup ont cru reconnaître des messages adressés à Jean-Michel Blanquer, dont le manque de précautions rhétoriques a plus d'une fois irrité Matignon.

Un épisode a particulièrement marqué les esprits : l'audition du ministre par la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, le 21 avril. Ce jour-là, Jean-Michel Blanquer dévoile les « *grands principes* » de la réouverture progressive des écoles, qui n'ont pas été arbitrés en plus haut lieu. Pour la rue de Varenne, c'est la goutte de trop. Une semaine plus tard, Édouard Philippe désavoue en direct son ministre de l'éducation nationale, en présentant un tout autre calendrier de déconfinement.

De l'autre côté de la Seine, on prend le cas Blanquer avec un peu plus de détachement. « *Il peut agacer, mais quand même on lui pardonne* », résume un habitué de l'Élysée, qui rappelle que le président de la République soutient depuis le début du quinquennat cet homme repéré par son épouse, Brigitte Macron, en novembre 2016. « *Il considère que c'est "the right man at the right place"* [« la bonne personne à la bonne place » – ndlr] », poursuit le même interlocuteur régulier du chef de l'État.

Ce soutien reste incontestable malgré les deux mois qui viennent de s'écouler. Il explique en partie les raisons pour lesquelles les relations sont plus tendues avec Matignon. Car Jean-Michel Blanquer fait partie de ces rares ministres propriétaires d'un mystérieux totem d'immunité qui leur permet de faire à peu près ce qu'ils veulent. Y compris disserter sur leurs marottes – en l'espèce la laïcité. La crise sanitaire a en outre retardé le ministre dans la rédaction d'un essai sur le sujet, qui devrait toutefois voir le jour à l'automne.

Le ministère de l'éducation nationale a d'ailleurs réussi à faire un lien entre ce sujet et le coronavirus. Sur le site Eduscol, il a mis à disposition des fiches thématiques pour aider les enseignants à la reprise des cours, dont l'une était consacrée aux « *risques de replis communautaristes* ».

Comme l'avait relevé Rachid Zerrouki, professeur à Marseille en milieu spécialisé, un passage entier de cette fiche était un copier-coller d'une précédente note réalisée par les services après les attentats de 2015. Mais à l'Élysée, cela n'a même pas été commenté. Toutes les erreurs de Jean-Michel Blanquer finissent invariablement par être absoutes. Un proche confirme que le ministre de l'éducation a subi « *une frustration* » d'être ainsi désavoué publiquement.

Pourtant, cette crise du Covid-19 risque de laisser des traces dans le parcours du ministre de l'éducation nationale, de moins en moins audible après des mois de défiance, notamment autour de la réforme houleuse du baccalauréat et des E3C, et celle des retraites pour le

moment ajournée. La rentrée 2019 avait commencé sous de mauvais auspices. Elle avait été marquée par le suicide de la directrice d'école Christine Renon. Une émotion profonde avait surgi dans la communauté éducative.

Puis l'épidémie a commencé à poindre, jusqu'au confinement. L'événement est historique et inédit. « *Personne n'était préparé* », indique un membre d'un rectorat qui a dû malgré tout improviser. La vie parfois difficile des familles a été mise à nu par le confinement. Le ministre, « *un homme de droite à la fibre sociale indéniable* », dit un proche, a dû se rendre compte, contrairement à ce qu'il croyait, que tous les enfants et adolescents ne sont pas équipés d'un ordinateur, d'un téléphone ou encore d'une connexion Internet. Le ministre n'avait pas une juste représentation des conditions sociales des familles.

La mise en place de la « Nation apprenante », ces contenus pédagogiques à destination des élèves diffusés dans des médias partenaires du ministère de l'éducation nationale, s'est heurtée au flou du ministère. « *Ça ne peut pas faire de mal, mais ces contenus sont décrochés de toute progression pédagogique et ça ne peut pas remplacer l'école* », indique encore ce conseiller au rectorat.

« En fait, on nage en permanence dans des concepts flous, pas bien définis. Tout ceci s'habille d'intentions nobles et démocratiques mais c'est vide. On nous parle de continuité pédagogique mais on ne sait toujours pas ce que c'est... », poursuit cette source.

Le ministre fonctionne par dispositifs, s'inquiète encore ce conseiller. « *Il en crée dans tous les sens, on ne réfléchit pas au contenu des choses. Ça lasse car il faut beaucoup d'énergie pour créer tout cela sans que cela soit forcément efficace. Mais les personnels de l'éducation nationale sont des bons soldats, ils font.* »

Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire, considère aussi que le ministre a géré cette crise comme son ministère depuis le début, « *seul et avec ses fanfaronnades du type, "on est prêts pour l'enseignement à distance"* ». Avec un peu de recul, elle juge que le ministre est apparu dépassé.

« L'impression qu'on a c'est que cette crise du Covid l'a gêné dans son déroulé de carrière et de son projet. Même si on n'est pas d'accord avec lui, il a un projet construit pour l'école. Mais il n'a jamais voulu confronter sa pensée à la réalité, ce qui est sa faiblesse et sa force. Pour lui, tout doit se dérouler sans encombre. Il a en commun avec Macron cette tendance à invoquer la pensée magique. Ils sont hors-sol et ne voient pas le monde dans lequel on vit et veulent que ce monde soit le monde réel. » Ce qui est impossible lors d'une crise sanitaire de cette ampleur.

Francette Popineau pointe aussi le manque de concertation du ministre alors même que le primaire a été en première ligne pour la reprise, comme ses élèves sont les premiers à avoir retrouvé le chemin de l'école.

Les critiques fusent

Jean-Rémi Girard, président du SNALC (Syndicat national des lycées, collèges, écoles et du supérieur), retient surtout du ministre de l'éducation sa boulimie médiatique durant la période, inversement proportionnelle au temps consacré aux échanges avec les organisations syndicales. *« On en est à guetter une information à la télévision ou à la radio pour savoir ce qu'il se passe. Souvent, il n'annonce rien mais parfois il annonce des choses. »*

Le responsable syndical se remémore cet entretien avec le ministre, par vidéoconférence, qui lui a demandé ce qu'il pensait du projet de protocole sanitaire. *« On ne l'avait pas reçu mais on a dû se le procurer par la presse. Il ne nous a même pas présenté d'excuses, il a continué, ce qui marque l'idée que cela ne semble pas prioritaire pour lui de recueillir notre avis sur ça... »*

Plus largement, le responsable syndical juge que le ministre *« a manqué la façon dont cette pandémie a été vécue par les parents et enfants, ce qui est grave »*, et n'a pas su leur témoigner d'empathie. Selon Jean-Rémi Girard, les hommages rendus aux enseignants, qui ont tenu la barre malgré les perturbations, sonnent faux lorsqu'on se trouve dans une période où des postes sont supprimés et que la revalorisation salariale promise lors des négociations sur la réforme des retraites reste en suspens.

Dans l'entourage du ministre, on balaie ces critiques et on se félicite que la maison, souvent caricaturée comme *« pachydermique »* et lente à bouger, a été réactive malgré quelques imperfections. Le travail et l'implication des enseignants sont aussi largement salués. Les incompréhensions et autres recadrages n'ont pas été mal vécus par le ministre tout acquis à sa mission, assure encore son entourage.

L'entourage ministériel souligne aussi que le ministre s'est toujours tenu à livrer *« des hypothèses »* mais que la presse a pu aller vite en besogne, donnant l'impression qu'il s'agissait d'arbitrages tranchés. *« Il faut faire attention à chaque phrase. On aurait pu aussi rien dire et rien faire. Mais nous avons préféré éclairer les parents au fur et à mesure que les choses se déployaient, et nous exprimer. »*

Jean-Rémi Girard et une partie des autres syndicats n'attendent en réalité plus grand-chose de Jean-Michel Blanquer. *« Le problème de la communication et des déclarations perpétuelles, c'est que le ministre ne dit pas la vérité. La décision du conseil scientifique qui préconise de ne pas rouvrir les écoles avant septembre est différente de la décision politique qu'il faut alors justifier. On sait bien que les aspects sociaux ne sont pas au cœur de la volonté de reprise. Ce serait mieux passé s'il avait dit la vérité. Personne n'a cru que le retour en classe était pour aider les enfants défavorisés. À cause de tout cela, je ne vois pas comment il peut renouer les liens avec les personnels. »*

Au cours du confinement, l'école s'est révélée être un enjeu primordial, avec 12 millions d'élèves concernés par la fermeture des établissements scolaires, de la crèche à l'université. Tous les projecteurs ont été braqués sur la rue de Grenelle. Les parents ont dû jongler entre télétravail et classe à la maison, non sans heurt pour certains. L'enseignement à distance a exacerbé les inégalités scolaires.

Un bon connaisseur du ministre défend *a contrario* celui-ci, car pour lui son volontarisme est indéniable, ainsi que sa capacité à gérer seul son ministère, sans la tutelle de Matignon ou l'Élysée, excepté lors de l'épisode mouvementé du baccalauréat 2019, contrairement à bon nombre de ses camarades du gouvernement.

Cette source reconnaît toutefois que ces rappels à l'ordre et démentis l'ont affaibli, lui qui est habitué à ce qu'une partie des parents le suivent presque aveuglément. Seulement les incertitudes sanitaires ont changé la donne. Le ministre a été critiqué lorsqu'il a présenté le protocole de reprise, ce qui est « *injuste* » selon un proche de Jean-Michel Blanquer. Les règles ont été élaborées par le cabinet Veritas et le ministère de la santé, et ce protocole a été vu comme déconnecté du réel, car ceux qui l'ont conçu ont privilégié les questions sanitaires sans s'appesantir sur la faisabilité des consignes dans une école.

« Mais il est solide et résilient, il va se refaire, pense un autre bon connaisseur du ministère. C'est vrai que pour lui la réalité doit se plier à ses exigences. Il n'aime pas plier car il pense s'affaiblir. Il pense que reconnaître une erreur fait que tout son personnage s'effondre. Mais je ne crois pas en l'hypothèse d'un remplacement. »

Dans l'entourage du ministre, on assure que Jean-Michel Blanquer souhaite occuper son poste un quinquennat complet, ce qui serait une prouesse, pour déployer ses réformes, et qu'il n'a pas l'ambition, en dépit des rumeurs, d'occuper un autre ministère.

Francette Popineau se demande toutefois si, en dehors du monde enseignant où le capital de confiance de Jean-Michel Blanquer est largement érodé, le ministre va perdre de sa superbe. « *Il vit le crépuscule des dieux, il est en train de flancher. Quand il parle il génère des tensions.* »

La syndicaliste pointe aussi les contradictions dans le discours du ministre qui promet un accueil privilégié des enfants les plus en difficulté mais dans le même temps ne crée pas plus de postes de Rased (le Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté), de psychologues ou d'AESH pour les enfants en situation de handicap.

Faux procès, rétorquent plusieurs soutiens du ministre qui soulignent qu'il a fait montre d'un intérêt réel pour les enfants en difficulté, quitte à exercer des pressions sur les recteurs – qu'il a consultés en vidéoconférence trois fois par semaine – pour qu'ils aillent chercher tous les élèves sortis des radars de l'éducation nationale.

Mais le ministre doit aussi ferrailler avec des contestations qui surgissent de l'intérieur. Il y a trois semaines, une tribune anonyme, attribuée à quinze hauts fonctionnaires du ministère de l'éducation nationale et parue sur le site spécialisé le Café pédagogique a fait grand bruit. Ce texte dénonce le « *projet réactionnaire du ministre* » dans un langage parfois jargonnant. Les auteurs pointent une « *mise au pas* » du ministère et démontent en détail les politiques menées par Jean-Michel Blanquer depuis 2017.

Le conseiller du rectorat, qui connaît aussi le ministère, confirme les points de divergence développés par les hauts fonctionnaires dans leur tribune. « *Le ministre n'est pas très apprécié par les personnels car il gouverne par des injonctions verticales au mépris de la liberté*

pédagogique », décrypte-t-il. Il relève pour sa part que l'anonymat du texte est révélateur de l'atmosphère de peur qui règne rue de Grenelle.

Marc Bablet, ancien chef du bureau de l'éducation prioritaire au ministère de l'éducation nationale, retraité depuis 2018, connaît également la machine de l'intérieur et a pu partager des ressentis communs avec ces auteurs.

Il regrette surtout l'anonymat des signataires. L'ancien fonctionnaire indique partager une large partie du constat dressé et considère que tout ce qui relève du climat interne est exact. « *Le ministre s'appuie sur des chargés de mission, évince les fonctionnaires, ils n'ont pas toutes les informations. Au ministère, des gens compétents n'ont pas été consultés sur le protocole sanitaire de reprise, comme moi j'avais été modérément consulté sur les CP à douze élèves.* »

Le retraité de l'éducation nationale, ancien inspecteur, a peu goûté par ailleurs de voir que Jean-Michel Blanquer a « *exploité les situations d'inégalités à son profit* » et mis en avant le fait que la reprise devait à tout prix se faire, pour les enfants défavorisés. Marc Bablet note que « *rien n'a été travaillé pour faire face à ce type de crise et que les mensonges ont émaillé la communication ministérielle. Blanquer n'a pas été meilleur que les autres mais il ne sera jamais affaibli car il est indifférent au point de vue de l'autre.* »

S'il est acquis que l'enseignement serait dégradé jusqu'aux vacances scolaires, tous les élèves devront être accueillis à la rentrée et il va falloir faire preuve de beaucoup d'inventivité pour y parvenir. Les turbulences restent à venir et le navire n'a pas fini de tanguer.